

Mardi 12 septembre, Non à la casse sociale généralisée !

Avec Macron et son gouvernement, c'est encore une fois, salariés, retraités, étudiants qui trinquent et doivent se serrer la ceinture. Pendant ce temps, les grands groupes et les patrons, eux se gavent de dividendes et d'argent public.

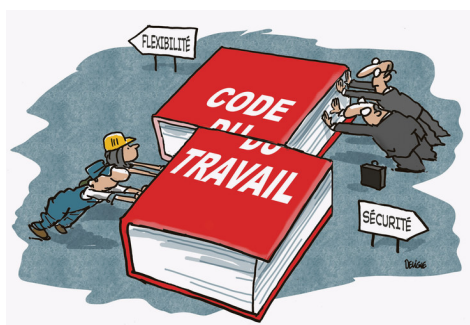
Pour rappel :

- Les 500 plus grandes fortunes de France ont accumulé 570 milliards d'€ en 2016, soit + 35% en un an
- Les entreprises du CAC 40 ont distribué 55,7 milliards d'€ en dividendes
- La fraude des entreprises aux cotisations sociales est estimée entre 20 et 25 milliards d'€
- L'évasion fiscale qui n'est pas le fait des salariés, coûte entre 40 et 60 milliards d'€

Les politiques d'austérité et les cadeaux faits au patronat sans aucune contre partie ne relancent pas l'économie. La preuve, depuis plusieurs années, le chômage continue de progresser malgré les baisses des cotisations sociales, tout comme la précarité et la pauvreté.

Pourtant, le gouvernement veut encore amplifier les cadeaux au patronat en bon valet du MEDEF en :

- Transformant le CICE en allègement pérenne des cotisations sociales, ce qui fera 20 milliards d'€ / an en moins pour la protection sociale
- Baissant l'impôt sur les sociétés de 15 %
- Réduisant l'assiette de l'ISF au seul patrimoine immobilier et non plus sur le capital



Pour les salariés, les retraités, les privés d'emploi, ce n'est pas la même chanson :

- la nouvelle loi travail est un recul sans précédent des droits des salariés avec entre autre :
 - la suppression de la protection de la convention collective nationale et de la loi et la mise en place d'un contrat de travail négocié dans l'entreprise
 - la facilitation des licenciements avec le plafonnement des indemnités prudhommales
 - la déréglementation de la durée du travail et de la rémunération
- la hausse de la CSG qui va toucher principalement les retraités ayant une pension supérieure à 1200€ mais pas qu'eux
- la destruction du système solidaire de protection sociale (maladie, retraite, assurance chômage)
- la baisse des APL

- **les fonctionnaires, eux non plus ne sont pas épargnés :**
 - gel du point d'indice qui cumulé avec la hausse de la CSG provoquera mathématiquement une baisse du salaire
 - rétablissement du jour de carence
 - suppression du supplément familial
 - suppression de 120 000 postes ce qui va avoir une répercussion sur l'ensemble de la population avec une diminution des services publics
- la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales qui auront également une répercussion sur le quotidien de tous

Les raisons d'être mécontents sont nombreuses. Il ne suffit pas de râler dans son coin et d'attendre les prochaines élections pour marquer son mécontentement.

Ensemble faisons nous entendre ! Salariés du public comme du privé, retraités, privés d'emploi refusons ces mesures anti sociales.



Le mardi 12 septembre
Manifestation départementale à
14h30 place du Vigan à Albi.

Faisons grève et manifestons pour montrer notre désaccord et exiger un réel partage des richesses et plus de justice sociale !